



## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES



---

#### Transports terrestres de produits de santé pour le Centre Hospitalier Alpes Léman

---

**GHT LEMAN MONT BLANC**  
558 route de Findrol  
BP 20500  
74130 CONTAMINE SUR ARVE

## **SOMMAIRE**

<b><u>ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES</u></b>	<b><u>3</u></b>
<b><u>ARTICLE 2 : ALLOTISSEMENT</u></b>	<b><u>4</u></b>
<b><u>ARTICLE 3 : ETENDUE DES PRESTATIONS</u></b>	<b><u>4</u></b>
3.1– LES NAVETTES REGULIERES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3.2– LES NAVETTES URGENTES ET LES BESOINS OCCASIONNELS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<b><u>ARTICLE 4: OBLIGATIONS DU TITULAIRE</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>ARTICLE 5 : DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL</u></b>	<b><u>7</u></b>
<b><u>ARTICLE 6 : OBLIGATIONS TECHNIQUES DU TITULAIRE</u></b>	<b><u>8</u></b>
<b><u>ARTICLE 7 : MISE EN PLACE ET SUIVI DE LA PERFORMANCE</u></b>	<b><u>8</u></b>
<b><u>ARTICLE 8 : DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES</u></b>	<b><u>8</u></b>

## **Article 1 : Objet du marché et dispositions générales**

Les stipulations du présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) concernent **le transport terrestre de produits au bénéfice du Centre Hospitalier Alpes-Léman, ci-après dénommés « l'établissement ».**

Le titulaire est informé par téléphone / par courriel de la demande de transport par les services suivants :

- Le service d'hémovigilance et/ou dépôt de sang pour les demandes de transport de Produits Sanguins Labiles (PSL) ;
- Le laboratoire pour les demandes de transport d'analyses de laboratoire ;
- La Pharmacie pour les médicaments ;
- Le service de Stérilisation ;
- La Régulation centrale ;
- La Direction des Ressources Logistiques pour toutes autres demandes.

**Pour l'ensemble des lots, la réglementation repose notamment, à la date de passation du présent marché, sur les textes suivants :**

- **Règlementation ADR (Accord for Dangerous goods by Road) en vigueur : accord européen relatif au transport des marchandises dangereuses par route classe 6**
- **A l'arrêté du 24 Avril 2002, portant homologation du règlement relatif aux bonnes pratiques de transport des prélèvements, produits et échantillons issus du sang humain.**
- **A la circulaire n°2000-246 du 4 mai 2000 relative à la procédure d'autorisation des dépôts de produits sanguins labiles dans les établissements de santé.**
- **Directive technique n°2 de l'Agence Française du sang du 08/12/1994 relative à la traçabilité des Produits Sanguins Labiles (PSL), prise en application des articles R.666-12-13 du code de la Santé Publique**
- **Décision du 10 mars 2020 définissant les principes de bonnes pratiques prévues à l'article L1222-12 du Code de la Santé Publique**
- **Guide pratique sur l'application du règlement relatif au transport des matières infectieuses 2019-2020 en vigueur au 1er janvier 2019 (WHO/WHE/CPI/2019.20)**
- **Licence de transport (DREAL)**

Le fait de ne pas énumérer la totalité des normes et règlements ne pourra être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître et les appliquer.

Si, pendant la réalisation de la prestation, de nouveaux règlements entraînent en vigueur, le titulaire devra s'adapter à ces évolutions, de manière à assurer une prestation conforme aux dernières dispositions.

D'autre part, tous les sites concernés sont des ERP (établissements recevant du public) et doivent donc respecter la réglementation s'appliquant à ceux-ci.

## Article 2 : Allotissement

Le marché public est composé en un lot :

- Lot 2 : Transports de produits de santé pour le Centre Hospitalier Alpes Léman

## Article 3 : Etendue des prestations

Il s'agit de transports terrestres concernant :

- Les prélèvements biologiques ;
- Les Produits Sanguins Labiles ;
- Les médicaments ;
- Les pièces anatomiques ;
- Le lait maternel (Lactarium de Lyon) ;
- Les marchandises (documents, petits matériels et colis divers)

Le transport des PSL s'effectue entre les établissements de soins et l'Etablissement Français du Sang. Après une prise en charge de boîtes isothermes fermées au Laboratoire de l'établissement de soins commanditaire, le titulaire met à disposition ces contenants tels quels à l'EFS, patiente le temps que ce dernier conditionne les PSL dans ces contenants, et effectue le trajet retour avec les documents associés (originaux) vers le laboratoire dans la foulée.

Ce transport s'opère à l'exclusion de tout autre transport, en particulier tout transport de personnes, et en tout état de cause dans un délai inférieur à 90 minutes aller-retour.

Les demandes de transport peuvent être déclenchées aussi bien pour les produits sanguins labiles que pour les analyses de laboratoires, les dossiers et les médicaments, **en cas d'urgence, 24/24h et 7/7j.**

A titre indicatif, la destination de ces transports sont les suivants :

- Du CHAL vers le CHU de Grenoble : 3 fois par mois
- Du CHAL vers le CH de Annecy : 2 à 3 fois par semaine
- Du CHAL vers le Crematorium (La Balme de Sillingy) : 2 fois par mois
- Du CHAL vers le Lactarium de Lyon : 2 fois par mois
- Du CHAL vers Annemasse (HPPS)
- Du CHAL vers les 7 établissements du GHT

Le titulaire s'engage à répondre aux demandes non programmées **24h/24 et 7 jours sur 7**. La demande de transport sera déclenchée par téléphone principalement et par tout autre moyen déterminé d'un commun accord à la mise en place du marché, et le titulaire devra être disponible, pour la prise en charge dans un délai défini selon les critères suivants :

	Temps de prise en charge maximum à respecter	Tarification au BPU
<b>Urgence niveau 1</b>	<b>30 minutes</b>	
<b>Urgence niveau 2</b>	<b>Supérieur à 30 minutes et maximum 3 heures</b>	

## Article 4: Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Former son personnel au caractère vital des produits transportés, à leur remettre par écrit les consignes sur les mesures à prendre en cas d'accident,
- Disposer d'un kit de sécurité dans son véhicule (en cours de validité),
- Porter une tenue de travail correcte,
- Respecter les délais de prise en charge (Urgence niveau 1 sous 20 minutes maximum & Urgence niveau 2 sous 3 heures maximum)
- N'ouvrir sous aucun prétexte les boîtes ou colis transportés,
- Vérifier l'intégrité de chaque colis avant de le prendre en charge,
- Se soumettre à l'audit annuel pour le transport de produits sanguins labiles,
- Vérifier la présence de scellés si leur présence est requise et d'un bon d'expédition avant de prendre la glacière de PSL,
- Emprunter le trajet le plus rapide,
- Informer dans les plus brefs délais, l'établissement en cas de dysfonctionnement ou problème survenant pendant le transport, (tout incident de nature à retarder la course ou susceptible d'altérer les produits transportés) et mettre en œuvre toute dispositions pour assurer la continuité du service dans les conditions contractuelles prévues,
- Ne jamais transporter simultanément des personnes privées et/ou des produits sans lien direct avec les transports cité ci-dessus,
- Etre responsable des colis transportés dès la prise en charge auprès du service commanditaire et jusqu'à réception de ceux-ci par chacun des destinataires,
- Prendre toutes les précautions pour que les opérations de chargement/déchargement se déroulent avec un maximum de sécurité et de rapidité sans variation de température,
- Assurer les règles de confidentialité, notamment au regard de la protection des données personnels des patients dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la prestation,
- Souscrire une assurance responsabilité civile spécifique pour le transport de sang et, plus globalement, fournir une attestation d'assurance responsabilité pour tous les types de transports de produits de santé.

NB : Le titulaire s'engage à ne pas transporter de personnes ou d'autres produits simultanément sauf à la demande expresse de l'établissement. Il est précisé qu'en cas de mutualisation de transport à la demande de l'établissement, le taux de remise proposé dans le BPU s'applique.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des clauses du CCAP et du CCTP et à assurer la continuité de la prestation par quels que moyens qu'ils soient dans la mesure où la réglementation est appliquée et que les conditions d'hygiène et de sécurité sont respectées.

Les établissements se réservent le droit de contrôler, à tout moment, la bonne exécution du service. Le Directeur, ou son représentant, peut, à cet effet, désigner un agent de son établissement pour assurer ce contrôle. Le titulaire s'engage à coopérer et à faciliter ces contrôles inopinés. Ces contrôles peuvent porter sur le respect des engagements contractuels du titulaire, sur le respect de ses obligations légales et réglementaires ou sur l'exécution même de la prestation.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire du marché s'engage à informer sans délai les établissements de toutes modifications affectant sa société et **plus particulièrement concernant sa carte professionnelle** (retrait, mesure de suspension, avertissement, etc...).

Afin de permettre aux établissements un suivi contradictoire de l'activité, le titulaire doit **impérativement** établir pendant toute la durée du marché, **un relevé mensuel des transports effectués par ses soins**.

Les conditions d'un recours éventuel à la sous-traitance sont détaillées dans le CCAP.

**Le titulaire devra fournir en début de marché un numéro de téléphone unique permettant d'être contacté 24h/24h-7j/7j.**

## **Article 5 : Dispositions relatives au personnel**

L'entreprise doit préciser les noms et coordonnées d'un référent qui doit pouvoir être contacté à tout moment en cas de problème lié au comportement de son personnel.

### **➤ Responsabilité**

Le personnel du titulaire du marché est responsable :

- Du produit transporté jusqu'à sa prise en charge par le personnel des établissements ;  
Du matériel mis le cas échéant à sa disposition par les établissements et notamment de son transport retour vers le service d'hospitalisation d'origine ;
- De la bonne conservation de la demande de transport.

**Le prestataire sensibilisera ses chauffeurs aux risques liés à la marchandise transportée (UN3373 selon le 1.3 de l'ADR).**

**Le titulaire doit faire en sorte que son personnel soit joignable pendant le transport, à tout moment, sur demande des établissements.**

### **➤ Tenue générale/identification du personnel**

- Le personnel chargé d'exécuter les prestations doit être reconnaissable par le port d'une tenue, d'une marque ou d'un badge facilement identifiable et indiquant la raison sociale de la société ;
- Il est rappelé que, conformément aux dispositions du décret n°1386 du 15 novembre 2006, il est strictement interdit de fumer dans l'enceinte des établissements, ni dans les véhicules.
- Les Directions des Centres Hospitaliers se réservent la possibilité d'exiger du titulaire du marché le remplacement d'un agent dont la tenue ou le comportement général ne seraient pas compatibles avec les exigences de la qualité de prise en charge des patients que les Centres Hospitaliers se doivent de faire respecter.

### **➤ Secret professionnel**

Le personnel chargé d'exécuter les prestations est tenu à une obligation générale de discrétion et de confidentialité quant aux conditions d'exécution des prestations objet du présent marché et aux informations qui lui sont communiquées.

### **➤ Continuité du service**

Le titulaire est tenu d'assurer la continuité du service, hors cas de force majeure, notamment en cas de grève précédée d'un préavis.

### **➤ Circulation et stationnement**

Le titulaire s'engage à se conformer aux règles pour tout ce qui concerne le stationnement et la vitesse de circulation des véhicules dans l'enceinte des établissements.  
A défaut, les pénalités mentionnées à l'article 10 du CCAP s'appliquent.

En outre, il est rappelé que le titulaire est tenu de respecter le Code de la route et demeure juridiquement et financièrement responsable en cas d'infraction.

## **Article 6 : Obligations techniques du titulaire**

Le titulaire doit disposer d'une flotte de véhicules adaptées au besoin et d'un nombre d'équipages suffisants et qualifiés pour faire face sans délai à toutes les demandes et en particulier (liste non exhaustive) :

- à l'exécution sur appel pour un ou plusieurs transports non programmés de jour comme de nuit ;
- à une situation exceptionnelle (en cas d'intense activité médicale : long week-end ou afflux de malades ou blessés).

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, celui-ci doit prévoir la mise en place d'un numéro d'appel téléphonique unique, ou tout autre moyen permettant une communication aisée et fonctionnelle ainsi que la désignation d'un mandataire qui est le seul interlocuteur auprès des établissements.

### **Contrôle des véhicules**

Les établissements se réservent le droit de vérifier l'équipement à n'importe quel moment ainsi que l'état général des véhicules utilisés. Des prélèvements destinés à vérifier le respect des conditions d'hygiène et de nettoyage des véhicules et du matériel embarqué peuvent aussi être effectués.

## **Article 7 : Mise en place et suivi de la performance**

Une réunion de mise en place pourra être organisée à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Une revue de contrat pourra être organisée entre le coordonnateur et le titulaire à raison d'une fois par an. Cette réunion aura pour objet la revue des éléments du contrat et la bonne exécution du marché.

## **Article 8 : Dispositions réglementaires**

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation et des normes applicables aux transports pendant toute la durée du marché, ainsi que toute nouvelle réglementation.